

بسم الله الرحمن الرحيم

Un regard sur l'actualité

24/07/2026

Les États-Unis et l'Arabie saoudite ont signé un accord sur l'utilisation de l'énergie nucléaire

Les États-Unis et l'Arabie saoudite ont signé, le 22/07/2026, un accord de coopération portant sur l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Le ministère saoudien de l'Énergie a déclaré : « *Cet accord vise à renforcer la coopération bilatérale, à favoriser le partage mutuel de l'expertise, des connaissances et des technologies, et à contribuer au développement de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire conformément aux normes internationales les plus élevées en matière de sécurité nucléaire, de sûreté nucléaire et de non-prolifération des armes nucléaires.* »

De son côté, le département américain de l'Énergie a déclaré : « *Cet accord établit le cadre juridique d'un partenariat d'une valeur de plusieurs milliards de dollars qui s'étendra sur plusieurs décennies. Il renforce également la sécurité énergétique des deux pays ainsi que leurs intérêts stratégiques communs.* »

Le secrétaire d'État américain Marco Rubio a également déclaré : « *L'Arabie saoudite est un important partenaire stratégique.* »

Il a poursuivi : « *Il est tout à fait logique de conclure un accord de coopération avec l'Arabie saoudite dans le domaine de l'énergie nucléaire. Tout accord de cette nature comportera les garanties nécessaires. Les États-Unis recherchent en permanence des possibilités de conclure des accords de coopération dans le domaine du nucléaire civil.* »

En concluant ce type d'accords avec divers pays, dont l'Arabie saoudite, les États-Unis cherchent à empêcher ces États de mener toute activité nucléaire échappant à leur contrôle. Ils limitent ainsi le taux d'enrichissement de l'uranium à 3,67 %, de sorte qu'il ne puisse être utilisé qu'à des fins exclusivement pacifiques, en s'appuyant sur leurs propres équipements, leurs technologies et leurs experts. De cette manière, ils empêchent ces pays de développer une industrie nucléaire indépendante et, à terme, de s'engager dans la fabrication d'armes nucléaires.

C'est également pour cette raison, parmi d'autres objectifs, que les États-Unis ont déclenché une guerre contre l'Iran, qui avait développé son industrie nucléaire et enrichi l'uranium jusqu'à 60 %. En effet, il ne lui restait plus qu'à atteindre le seuil d'environ 90 % nécessaire à la fabrication d'armes nucléaires. Une fois ce niveau atteint, l'Iran serait devenu un État disposant de la capacité de produire des armes nucléaires, lui assurant une capacité de dissuasion face à ses adversaires. Aujourd'hui, les armes nucléaires et les missiles à longue portée capables

d'emporter des ogives nucléaires sont considérés comme les éléments de puissance militaire les plus redoutables, semant la crainte parmi les ennemis.

Comme l'a indiqué le département américain de l'Énergie, les États-Unis visent également à tirer de ces accords des revenus de plusieurs milliards de dollars. Par ailleurs, sous l'appellation de « partenaire stratégique », ils cherchent à maintenir durablement l'Arabie saoudite dans leur dépendance, c'est-à-dire à la maintenir en tant qu'allié stratégique servant les intérêts américains dans la région.

Les États-Unis cherchent également à prendre des mesures préventives afin d'empêcher que l'Arabie saoudite, ainsi que la région dans son ensemble, ne se libèrent de l'influence coloniale américaine. Parallèlement, ils s'efforcent d'entraver les activités des fils sincères de la Oumma qui œuvrent à se débarrasser de ces régimes collaborateurs et à les remplacer par l'État du Califat bien guidé selon la méthode prophétique, fondé sur le credo islamique.

Le président du Burkina Faso a attaqué l'Islam, les Musulmans et les Arabes

Le président du Burkina Faso, Ibrahim Traoré, a tenu, le 21/07/2026, un discours dans lequel il a formulé des déclarations visant l'islam, les musulmans, les étudiants suivant un enseignement de la charia islamique ainsi que les Arabes. Il a déclaré : « *Nous avons environ 800, voire davantage, de nos étudiants qui suivent des études de charia islamique, de droit islamique et de jurisprudence islamique dans certains pays arabes. Ils viennent ici pour appliquer la charia islamique.* »

Il a ajouté : « *Je les renverrai dans leur pays ; à défaut, ils perdront la nationalité burkinabè. Cela fait longtemps qu'ils cherchent à nous détruire. Ce processus a commencé avec les conquêtes islamiques. Les Africains ont été réduits en esclavage par les Arabes pendant plus d'un millénaire.* »

Accusant également d'extrémisme ceux qui réclament l'application de la charia, il a déclaré : « *Si tel est votre islam, alors nous le combattons.* »

Le 20/06/2026, le Parlement burkinabè a adopté la loi sur les libertés religieuses. Les autorités ont affirmé que cette loi avait pour objectif de « renforcer le caractère laïque de l'État ». Or, cette loi entrave la da'wa à l'Islam, le commandement du bien et l'interdiction du mal. En effet, elle repose sur le principe selon lequel chacun est libre de faire ce qu'il veut et que personne n'a le droit de dire : « Ceci est illicite, ceci est un acte blâmable, ne le faites pas. » Dans ce cadre, de nombreux savants et prédicateurs musulmans ont été arrêtés. La population a alors organisé des manifestations pour protester contre ces pratiques du régime laïque. Les forces de sécurité ont arrêté près d'une centaine de personnes et fermé la plus grande mosquée de la capitale, Ouagadougou.

Selon le site d'information Arabi21, le savant mauritanien Cheikh Sîdî Mohammed Ould Cheikh Sîdiyâ a déclaré : « *Traoré ne possède pas une connaissance suffisante de l'histoire. L'Islam est arrivé au Burkina Faso au cinquième siècle de l'Hégire par l'intermédiaire des caravanes commerciales. Les Arabes ne sont pas entrés au Burkina Faso par la voie des conquêtes dans le but de réduire sa population en esclavage. L'Islam s'est d'abord répandu parmi les rois et les élites avant de gagner l'ensemble de la société. Il a apporté à cette région des valeurs religieuses et civilisationnelles et n'a jamais constitué un projet d'asservissement.* »

D'autres savants ont également déclaré : « *Ibrahim Traoré déforme les faits. Il mène ces attaques contre l'Islam afin de détourner l'attention des problèmes qu'il est incapable de résoudre à l'intérieur du pays ainsi que des défis auxquels il est confronté. Quant à l'esclavage, il n'est pas arrivé avec l'Islam ; il était profondément enraciné dans les sociétés africaines bien avant que l'Islam n'atteigne cette région.* »

Comme on le sait, plus de 60 % de la population du Burkina Faso est musulmane. Toutefois, le pays a longtemps été une colonie française. Il a été gouverné par la France au moyen d'une constitution laïque et placé sous l'influence de la culture française qui combat l'Islam, les Musulmans et les Arabes. Ibrahim Traoré a lui aussi été formé dans la culture française. Il fut d'abord un agent au service de la France, avant de rejoindre le camp américain, de mener un coup d'État militaire en 2022 et de conclure une alliance avec les régimes pro-américains du Mali et du Niger.

Ces déclarations sont intervenues au moment même où il recevait personnellement l'ambassadeur de l'entité sioniste. Il l'a accueilli lors d'une cérémonie officielle et a accepté ses lettres de créance. Selon les informations publiées, il a également ouvert à ses services de renseignement un champ d'action dans ce pays musulman. Ces activités de renseignement sont principalement dirigées contre l'Islam et contre les porteurs de la da'wa islamique. Car ils savent parfaitement qu'aucun musulman connaissant véritablement l'Islam n'acceptera jamais l'entité sioniste, les terres qu'elle a usurpées en Palestine ni sa domination sur la mosquée Al-Aqsa, notre première qibla et le troisième des Lieux saints de l'Islam.

Le président (chef) du Parti républicain du peuple (CHP) a quitté son parti et a fondé un nouveau parti.

Le président destitué du Parti républicain du peuple (CHP), Özgür Özel, a annoncé, le 21/07/2026, qu'il quittait son parti et fondait, avec environ 83 députés de ce parti, un nouveau parti politique. Ainsi, le Parti républicain du peuple, principale force d'opposition en Turquie, s'est retrouvé divisé après avoir remporté une victoire historique aux élections municipales de mars 2024, être devenu, pour la première fois depuis plusieurs décennies, le premier parti, avoir pris le contrôle de la majorité des grandes municipalités et être devenu une menace pour la domination politique d'Erdoğan et de son parti.

Le 21/05/2026, la justice, présentée comme étant sous l'influence du président Erdoğan, a déclaré nulle et non avenue, pour cause de nullité absolue, l'élection d'Özgür Özel à la présidence du CHP, en raison de soupçons d'irrégularités lors des élections internes du parti organisées en 2023. À la suite de cette décision, son prédécesseur, Kemal Kılıçdaroğlu, a été reconduit à la présidence du parti. Özgür Özel, pour sa part, a qualifié cette décision d'illégitime et a demandé qu'une nouvelle élection à la présidence soit organisée au sein du Parti républicain du peuple.

Comme on le sait, le Parti républicain du peuple a été fondé par Mustafa Kemal le 09/09/1923, avant la proclamation du régime républicain en Turquie, le 29/10/1923. Cette fondation visait à préparer le terrain à l'abolition, le 03/03/1924, du Califat, qui constitue le système de gouvernement de l'Islam. Comme on le sait, l'Angleterre se tenait derrière lui, le soutenait fermement par divers moyens et l'avait érigé en faux héros afin qu'il puisse accomplir cette mission. Celle-ci consistait à abolir le Califat et à écarter la charia islamique du pouvoir. Dans cette perspective, afin d'accéder au pouvoir, il est devenu un fidèle agent de l'Angleterre. Élevé dans l'amour de l'Angleterre et de la culture occidentale, il a agi comme un ennemi dissimulé de l'Islam et de l'État Islamique. Des allégations circulent également à son sujet, selon lesquelles il appartiendrait aux Juifs Dönme, qui portent des noms musulmans tout en œuvrant secrètement, pour le compte de puissances étrangères, contre l'État du Califat. C'est pourquoi il est affirmé que le parti en question aurait perpétué, de génération en génération, une allégeance envers l'Angleterre.

C'est pourquoi Özgür Özel a, une nouvelle fois et de manière explicite, sollicité l'aide de l'Angleterre. Le 26/03/2025, après l'interpellation de 50 personnes, parmi lesquelles figurait également le maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, il s'est adressé en ces termes au Premier ministre britannique et chef du Parti travailliste, Keir Starmer, lors d'un entretien accordé au service turc de la BBC :

« Le maire d'Istanbul est arrêté et emprisonné, et malgré cela, vous gardez le silence. Est-ce cela, l'amitié ? Est-ce cela, la fraternité ? Où est la défense de la démocratie ? Le Parti travailliste britannique est un parti frère. L'Angleterre est le berceau de la démocratie. Comment peuvent-ils ne manifester aucune réaction à cela ? Franchement, cela nous dérange profondément. Quelle est la raison de ce silence ? Alors que toute l'Europe a réagi, je ne comprends pas pourquoi le Premier ministre britannique, Keir Starmer, ne dit pas un mot. »

Ces propos montrent qu'il considère que la lutte est menée avec intensité contre les partisans de l'Angleterre et leur allié, le Parti républicain du peuple. En revanche, le Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdoğan, qui contrôle l'appareil d'État et ses institutions, est considéré comme étant favorable aux États-Unis. Selon cette analyse, la lutte politique en Turquie oppose les partisans de l'Angleterre et, plus largement, de l'Europe, qui se trouvent dans l'opposition, aux partisans des États-Unis, au pouvoir sous la direction d'Erdoğan.

Au sein du Parti républicain du peuple, des rivalités personnelles ont également émergé autour de la lutte pour les postes et la direction du parti. Chacun cherche à devenir le dirigeant du parti,

à manifester son allégeance à l'Angleterre et à prouver sa fidélité aux valeurs et aux systèmes occidentaux, tels que la laïcité, la démocratie et les libertés en général.

Erdoğan, présenté comme étant favorable aux États-Unis, a tiré profit de cette rivalité entre les partisans de l'Angleterre. Par l'intermédiaire de la justice, présentée comme étant sous son influence, il a obtenu le retour en fonction de l'ancien président du parti, Kemal Kılıçdaroğlu, préparant ainsi le terrain à des troubles au sein du parti, puis à sa scission. Il est affirmé que cette stratégie vise à lui ouvrir la voie vers une victoire à l'élection présidentielle de 2028, en abordant ce scrutin sans adversaire de poids. En effet, le gouvernement Erdoğan a fait arrêter, pour des accusations de corruption et de pots-de-vin, le maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, considéré comme son principal rival, ainsi que des dizaines de responsables de son parti.

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir

Esad Mansur